

**Un petit mot pour vous dire** combien nous sommes atterrés – nous, la minorité exclue de l'association « 24 août 1944 » et comptant parmi les membres fondateurs – de voir la petite majorité constituant dorénavant les membres actifs se pavaner auprès des officiels du gouvernement espagnol.

Un petit rappel des faits. En novembre 2019, l'association organisait une exposition d'artistes à l'institut Cervantès de Paris, qui se prolongeait en décembre à Madrid, à l'Arquería de los Museos. Le gouvernement espagnol accordait une subvention pour cette réalisation. Cette subvention, à l'origine, nous posait question. Quand la répression s'est abattue en Catalogne, les réactions, à l'unanimité, ont interrogé le bien-fondé de cette subvention. Puis, très rapidement, une toute petite majorité de notre association a décidé de poursuivre avec les autorités espagnoles, faisant fi du message mémoriel de l'association elle-même, celui d'une lutte contre l'oppression. « 24 août 1944 » revendiquant une identité anarchiste, cette majorité a pourtant imposé sa décision sans que nous puissions échanger, dialoguer, faire entendre nos voix, en repoussant, sous divers prétextes, une réunion à une date très proche de celle de l'exposition. Notons, par ailleurs, que les artistes exposants n'ont pas été tenus au courant de cette question de subvention.

Par la suite, nous – la minorité – avons été exclus de fait, en dépit d'une proposition de remise à plat des pratiques et d'un échange concernant les partenaires. La majorité s'est appropriée le matériel, l'argent, le fichier des adhérents, le site.

En plus de cette subvention accordée par le gouvernement espagnol, la dite majorité ne cesse de s'afficher auprès de responsables espagnols, comme elle l'a fait durant l'exposition de Madrid.

Les ministres présents à Madrid étaient José Luis Abalos et Dolorès Delgado. Cette dernière, lors de la commémoration du 24 août 2019 à Paris, a osé affirmer (provoquant les huées des participants présents) que « les hommes de la Nueve auraient certainement approuvé le pacte de 1978 » (pacte dit de la Moncloa, entérinant la nouvelle monarchie héritière de Franco – outre la renonciation à toutes poursuites futures des bourreaux du passé –, avec l'appui des partis franquiste, socialiste et communiste, et estimant les « torts » partagés concernant la guerre civile). Cette même année 2019, devant le monument aux morts du camp d'extermination de Mauthausen (érigé par le gouvernement catalan), la même ministre de la Justice socialiste Dolorès Delgado, irritée par le discours de la représentante du gouvernement autonome de la Catalogne, a quitté brusquement la cérémonie sous le prétexte qu'on y évoquait les actuels emprisonnés politiques catalans...

Nous sommes en rupture avec ceux qui, aujourd'hui, s'arrangent de cette collaboration avec le gouvernement espagnol. En ces temps de transfuges politiques, mieux vaut marcher seules qu'accompagnées par des gauches douteuses...

Agnès Pavlowsky

Voici quelques photos

<https://80aniversarioexiliorepublicano.mjusticia.gob.es/cs/Satellite/arep/es/galerias/inauguracion-exposicion>